

Ce troisième thème du programme de terminale opère un double changement d'échelle : après un thème 2 centré sur les coopérations et organisations internationales dans le cadre de la mondialisation, le focus se centre sur l'une d'entre elles, l'Union européenne (chapitre 5), puis sur les territoires frontaliers français, « laboratoires de la coopération communautaire », parfois même désignés comme des « petites Europe » (chapitre 6).

Dans notre conception d'une géographie citoyenne, il est important que les élèves, futurs électeurs aux élections européennes, connaissent la réalité de l'UE : non seulement il s'agit de la plus importante organisation de coopération régionale, de la plus aboutie, mais elle est aussi celle dans laquelle s'insère la France, qui y joue un rôle très important et en tire parti. Les chapitres 6 et 10 du programme d'histoire permettent d'accéder aux connaissances nécessaires sur le contexte et les objectifs de la construction européenne, ainsi que sur le rôle moteur de la France dans ce processus.

Dans la logique des programmes précédents de géographie, l'approche est ici spatiale. Il s'agit de replacer l'UE dans le monde et la mondialisation, avant d'étudier les disparités des dynamiques territoriales dans ce vaste espace et les politiques visant à la fois à les réduire et à promouvoir la compétitivité de ces mêmes territoires dans toute leur diversité. Le plan suivi ici s'écarte un peu de celui des concepteurs du programme, pour rendre plus clair l'emboîtement des échelles.

À l'échelle de la France, les territoires frontaliers témoignent à la fois de l'importance de l'intégration européenne, mais aussi des disparités des dynamiques transfrontalières existant entre ces territoires français et leurs voisins étrangers. Consacrer un chapitre à ces territoires constitue une nouveauté de ce programme : les précédents se contentaient d'une approche plus limitée, insérée dans un chapitre portant sur l'UE.

### pp. 172-173 Photographie d'ouverture

Cette photographie associe à la fois :

- la dynamique de l'intégration européenne, dont l'une des plus importantes réalisations a été un certain effacement des frontières, dans le cadre de la promotion de la liberté de circulation des personnes, des biens et des flux financiers. D'un point de vue symbolique, cet effacement des frontières est ici très important puisque la photographie est prise à la frontière germano-polonaise, emblématique des fractures de l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale déclenchée par l'invasion nazie de la Pologne, et pendant la Guerre froide (ligne Oder-Neisse). Le règlement définitif des litiges frontaliers germano-polonais, à savoir la non-remise en cause des frontières mises en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a été une des conditions de l'élargissement vers l'est de l'Union européenne en 2004. Désormais, cette frontière ne fait que l'objet d'un marquage symbolique, les promeneurs passant d'un côté à l'autre sans réellement s'en soucier.
- les disparités internes de l'UE puisque la frontière illustrée ici associe deux pays aux niveaux de richesse, de puissance et d'intégration dans la mondialisation très différents. On pourra utilement renvoyer les élèves aux cartes illustrant ces disparités pour qu'ils en prennent la mesure : par exemple, les cartes pp. 200-201. Ces territoires bénéficient aussi de manière très inégale des politiques communautaires comme le montrent les cartes pp. 206-207
- et l'échelle locale d'un territoire frontalier, pour faire allusion à l'échelle adoptée dans le chapitre 6.

## Le point sur le programme et l'organisation du chapitre

Le programme invite tout d'abord à étudier les forces et les faiblesses de l'Union européenne. Sa position dans l'économie mondiale, notamment ses performances commerciales, fait de l'UE un des principaux pôles de la mondialisation. Son organisation originale est néanmoins marquée par les divisions internes qui expliquent en grande partie ses faiblesses.

L'UE est en effet loin d'être un tout homogène. Elle est composée de territoires très différents tant du point de vue de leurs « performances économiques » que de leur insertion à la mondialisation et à l'UE. Une géographie de l'organisation du territoire de l'UE peut ainsi être dessinée à différentes échelles.

Enfin, l'UE, consciente de cette hétérogénéité, met en place des politiques visant à la fois à renforcer l'attractivité des territoires européens mais également à renforcer la cohésion des territoires les uns avec les autres.

Le chapitre traite les quatre études de cas suggérées par le programme avant de proposer à travers un bloc Carte/Cours/Exemple l'examen des trois problématiques du chapitre:

- les forces et les limites de l'Union européenne, l'exemple portant sur la fiscalité, l'absence d'harmonisation européenne dans ce domaine montrant les limites de l'UE (pp. 194-199)
- L'insertion différenciée des territoires européens dans la mondialisation, l'exemple sur l'Italie permettant de cerner cette problématique à l'échelle nationale (pp. 200-205)
- Les objectifs de la politique régionale de l'UE, l'exemple portant sur la Pologne, premier destinataire de cette politique (pp. 206-211).

Enfin, les pages 212-217 proposent des exercices « type bac » guidés ou non, pour rédiger des questions problématisées, transposer un texte en croquis et analyser des documents.

## pp. 176-177 Photographies d'ouverture

La photographie de la page 176 présente un quartier pauvre de Zarnesti, en Roumanie, celle de la page 177 le centre-ville de Madrid. Ces deux photographies montrent des paysages que tout oppose. Elles doivent servir à montrer les contrastes de développement au sein de l'UE mais aussi d'insertion dans la mondialisation : à gauche, un quartier résidentiel dégradé, à droite un centre-ville à l'aspect dynamique (présence de gratte-ciel, de commerces et de circulation automobile). Par exemple, la BBVA, dont on voit un building à droite de l'image, est une entreprise multinationale du secteur bancaire.

## pp. 178-181 Étude de cas

### L'Allemagne, entre puissance et inégalités territoriales

L'Allemagne, principale puissance économique européenne, n'est pourtant pas exempte d'inégalités sociales et territoriales, principalement héritées de la période de la Guerre froide. Cette étude de cas vise à montrer la grande insertion des territoires européens dans la mondialisation mais aussi leur grande inégalité face à cette insertion à toutes les échelles. L'UE met en place des politiques pour limiter ces inégalités.

## Réponses aux questions p. 179

### Parcours 1

1. L'Allemagne est la première puissance économique de l'UE. En effet, elle produit 19,9 % du PIB de l'UE en 2017, représente 28 % des échanges extra-communautaires et 21,5 % des échanges intra-communautaires et est la première contributrice au budget de l'UE avec 12,5 % de ce même budget en 2017.

Elle est très bien insérée dans la mondialisation comme en témoigne sa place de 3<sup>e</sup> exportateur de biens manufacturés et 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pour les IDE sortants et entrants. L'Allemagne est actuellement la 4<sup>e</sup> puissance économique mondiale.

2. Francfort est le centre financier de l'Allemagne et de l'UE comme en témoigne la présence du siège de la BCE, émettrice de l'euro.

Munich est la métropole allemande la plus dynamique, dans le Land le plus riche d'Allemagne. Elle est le principal centre pour les assurances et les médias, le deuxième pour les banques et le deuxième centre d'édition au monde après New York. Elle est située dans une région où sont présentes les nouvelles technologies, la recherche appliquée et les emplois très hautement qualifiés. Elle est un élément majeur de la puissance allemande et européenne.

3. La répartition des revenus montre une forte inégalité entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, héritée de la période la Guerre froide. En effet, le niveau des 5 Länder de l'Est ne représente que 75 % de ceux de l'Ouest. En fait, tout oppose les deux anciennes Allemagne : à l'Ouest se prennent les décisions stratégiques et se trouvent les grandes entreprises tandis que les Länder de l'Est accueillent des entreprises plus petites, ou bien des succursales. La productivité des employés et les salaires y sont plus faibles. Les sites industriels y sont essentiellement dévolus à la production. Certaines régions n'ont aucune industrie.

4. Les décisions stratégiques sont prises à l'Ouest tandis que les entreprises de l'Est sont principalement des entreprises exécutrices, comme peuvent l'être celles de pays émergents. Cette division du travail, cette spécialisation des économies des Länder montre leur inégale intégration à la mondialisation.

5. Certaines régions ont des entreprises innovantes et en croissance comme le Saxe-Anhalt qui accueille un « triangle de la chimie » tandis que certaines régions du Brandebourg n'ont aucune industrie.

6. Munich est une agglomération industrielle car on y trouve plus de 20 000 entreprises dans l'informatique, l'aéronautique, les biotechnologies ainsi que les technologies médicales et l'environnement.

## Parcours 2

Une puissance européenne bien intégrée dans la mondialisation	... mais de fortes inégalités territoriales
<ul style="list-style-type: none"> <li>– 4<sup>e</sup> puissance économique mondiale</li> <li>– 3<sup>e</sup> pays exportateur de biens manufacturés</li> <li>– 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> puissance mondiale concernant les IDE sortants et entrants</li> <li>– 1<sup>re</sup> puissance économique, commerciale et financière européenne</li> <li>– Siège de la BCE</li> <li>– Munich : une métropole industrielle et tertiaire de niveau mondial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Écarts de revenus et de productivité importants entre l'Est et l'Ouest</li> <li>– Sociétés-mères à l'Ouest</li> <li>– Entreprises à l'Est plus petites, davantage exécutantes</li> <li>– Des régions peu industrialisées à l'Est</li> </ul>

## Bilan du parcours 1 ou 2

L'Allemagne est la première puissance économique européenne et une puissance majeure de la mondialisation comme en témoignent son PIB, ses IDE et son commerce. À l'échelle européenne, ces chiffres représentent une part non négligeable du total de l'UE. Certaines de ses

métropoles occupent des places importantes en Europe et dans le monde comme Francfort pour la finance et Munich pour les nouvelles technologies. Néanmoins, des inégalités sociales et territoriales existent en Allemagne. De grandes différences subsistent entre l'Est et l'Ouest : les salaires sont plus faibles à l'Est car les entreprises y sont moins nombreuses, davantage exécutantes, et certains Länder sont complètement désindustrialisés.

## Réponses aux questions p. 180

### Parcours 1

1. Chemnitz se trouve en ex-Allemagne de l'Est. C'est une région où les revenus sont faibles, c'est pourquoi l'UE y intervient en finançant une partie de la rénovation de l'université, à hauteur de 36 millions d'euros.

Cette action relève bien des politiques de cohésion et de compétitivité car elle est financée par le FEDER et vise à la fois à améliorer les performances de la région en matière de recherche appliquée tout en facilitant l'accès aux études.

2. L'Allemagne attend de l'UE qu'elle lui permette de tenir tête à la Chine. L'objectif d'une politique industrielle européenne serait une mise en commun des efforts de recherche sur les secteurs stratégiques d'avenir. Les freins sont les divergences entre les pays.

3. L'Allemagne et la France reçoivent à peu près autant d'aides (environ 27 milliards d'euros). La France reçoit néanmoins un peu plus par habitant. Les anciens Länder de l'Est bénéficient le plus de fonds structurels, pour réduire les inégalités avec l'Ouest. De même, la Bavière peut bénéficier de fonds de l'UE pour réduire les inégalités internes entre la région la plus dynamique et la plus riche, autour de Munich, et l'Est de son territoire, où les revenus par habitants sont plus faibles.

### Parcours 2

On peut dire que les politiques de l'UE poursuivent un double objectif en Allemagne :

1. Réduire les inégalités entre les régions : rénovation de l'université de Chemnitz à l'Est par exemple.

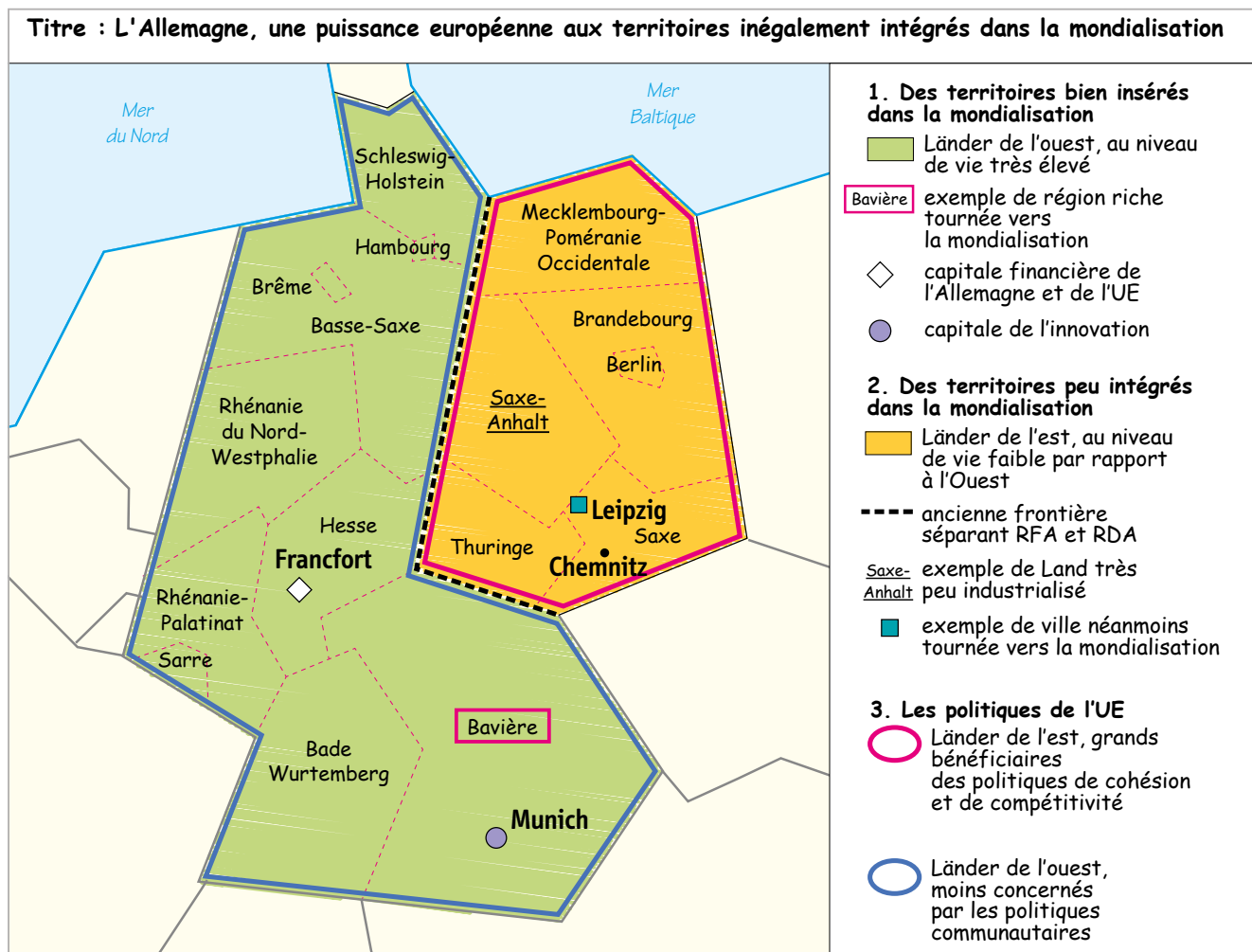
2. Renforcer l'attractivité et la place de certaines régions dans la mondialisation : renforcer les pôles de recherche industrielle innovante par exemple.

## Bilan du parcours 1 ou 2

Les objectifs des politiques de l'UE en Allemagne sont à la fois de réduire les inégalités entre les régions tout en renforçant l'attractivité et la place de certaines régions dans la mondialisation.

## Faire le bilan de l'étude de cas p. 181

Compléter le croquis p. 181



### Présenter le bilan à l'écrit ou à l'oral

L'Allemagne est la première **puissance de l'Union européenne** et une des premières **puissances de la mondialisation**. Elle domine une part importante du commerce extra et intra-européen (importations et **exportations**). Ses **métropoles** sont dynamiques et tournées vers l'**innovation**. Ses **agglomérations industrielles** et ses **places financières** se hissent au sommet de l'Europe (ex : Munich ou Francfort).

Néanmoins, le **poids de l'histoire** reste fort. Les **inégalités territoriales** sont importantes. Le **niveau de vie** entre les Länder de l'ex-RFA et l'ex-RDA reste très inégal et ces derniers ont des **difficultés d'intégration** à la mondialisation. Pour pallier ces difficultés, l'UE met en place des **politiques de cohésion et de compétitivité**.

### pp. 182-185 Étude de cas

#### L'Union européenne : le rôle des transports

Cette étude de cas permet de montrer que les transports peuvent être un outil d'ouverture, de cohésion et

de compétitivité de l'UE. La première partie permet de caractériser le réseau de transport actuel en Europe, sa diversité mais aussi les fortes disparités qui existent au sein des pays membres de l'UE et leur intégration à la mondialisation. La deuxième double page est consacrée au réseau transeuropéen de transport (RTE-T) développé depuis les années 1980, puis incorporé dans le traité de Maastricht (1992). Il vise à améliorer les infrastructures de transports et faciliter les échanges au sein du Marché unique. La Commission Européenne a présenté un Livre Blanc des transports (2011) pour développer un réseau intermodal de transport dans le but d'accroître les mobilités et les échanges de marchandises tout en désenclavant les espaces plus périphériques.

### Réponses aux questions p. 183

#### Parcours 1

**1.** Les transports au sein de l'UE se caractérisent par une grande diversité et par leur densité. Le réseau est structuré autour de la mégalopole européenne allant de Londres au Nord de l'Italie, en passant par le Nord de la France, l'Ouest de l'Allemagne. Sont ici concentrés

les principaux axes de transport routier et fluvial ainsi que les ports et aéroports. Si le réseau de transport routier devient moins dense à mesure que l'on s'éloigne de la mégalopole européenne depuis une périphérie intégrée jusqu'aux espaces plus périphériques (Suède, PECO, Portugal, Espagne), certaines villes constituent des carrefours majeurs (Barcelone) ou secondaires (Varsovie, Budapest, Sofia, etc.). Le réseau européen est également constitué de huit principaux aéroports et d'une dizaine de ports importants. Ces derniers sont reliés par une route maritime majeure, de la Mer du Nord à la Méditerranée, et participent au dynamisme de la *Northern Range* (façade maritime majeure en Europe entre Le Havre et Hambourg). La cohésion reste un enjeu au sein de l'UE pour intégrer davantage les espaces périphériques.

2. L'UE est la première puissance commerciale du monde : cette place est primordiale pour comprendre la structuration du réseau de transports en Europe. En effet, « transporter des marchandises rapidement en toute sécurité et de manière efficace sur le plan des coûts » (doc. 2) est un enjeu majeur du Marché unique. Le développement d'un réseau de transports moderne est nécessaire à la cohésion de l'UE dans le cadre de son élargissement mais aussi pour la croissance commerciale. De multiples pratiques économiques sont développées pour réduire les coûts et améliorer la compétitivité : concentration industrielle pour tirer profit des économies d'échelle, délocalisation vers les espaces périphériques où les rémunérations sont plus faibles et organisation de la production industrielle dans une logique « juste à temps » (ou flux tendu) pour améliorer la logistique.

3. La photographie d'Hambourg fait apparaître un espace qui associe et connecte plusieurs modes de transport. À l'arrière-plan du doc. 5, les terminaux portuaires de conteneurs et les entrepôts permettent l'intégration à la *Northern Range* et donc au commerce maritime et fluvial. La prise de vue, en plongée, met l'accent sur le réseau routier et ferré au premier plan. Le port d'Hambourg occupe la troisième place dans une Europe où le transport maritime constitue le principal mode de transport du commerce extra-communautaire (50,6 %) suivi par le transport aérien (25,5 %) et le transport routier (16,1 %). Par sa situation au Nord de la *Northern Range*, ses connexions fluviales (Elbe) et routières qui peuvent connecter le Nord et l'Est de l'Europe, Hambourg peut jouer un rôle dans l'ouverture et le renforcement de la cohésion de l'UE.

4. Le réseau routier roumain est l'un des moins dense de l'UE, avec environ 800 km d'autoroutes concentrées autour d'une diagonale partant de Constanta jusqu'aux régions occidentales. Le développement des réseaux de transport en Roumanie peut permettre d'atténuer les inégalités territoriales entre Bucarest et le reste du pays par une extension vers les provinces périphériques à l'échelle nationale et au sein même de la métropole. À l'échelle européenne, les projets routiers peuvent permettre de désenclaver le territoire roumain.

5. Les deux documents font apparaître des inégalités territoriales en termes de transport dans l'UE. Hambourg est une plate-forme multimodale connectant des liaisons maritimes, ferroviaires, autoroutières et fluviales avec les pays du Nord et au centre de l'UE alors que, le réseau de transport roumain est peu diversifié et plus enclavé.

## Parcours 2

	Mégalopole européenne	Périphérie intégrée	Périphérie plus éloignée du cœur européen
<b>Caractéristiques en matière de transports</b>	Transports routier, ferroviaire, maritime, fluvial, aérien. Quatre carrefours majeurs : Londres, Rotterdam, Francfort et Milan.	Transports routier, ferroviaire, maritime, fluvial, aérien. Trois carrefours majeurs : Berlin, Paris, Lyon.	Transports routier, maritime, fluvial, aérien.
<b>Modalités et intensité de l'ouverture au monde par les transports</b>	Densité autoroutière la plus forte de l'UE. Forte ouverture au monde par la variété des liaisons, les ports, les aéroports, etc.	Densité autoroutière moyenne. Moyenne ouverture au monde grâce à quelques grandes voies navigables, les ports, les aéroports, etc.	Densité autoroutière faible. Peu d'ouverture au monde par les transports.
<b>Rôle des transports dans la cohésion ou la compétitivité</b>	Développement des transports pour tirer profit des économies d'échelle et des productions à flux tendus autour de la façade maritime majeure.	Développement des transports autour de la <i>Northern Range</i> et d'une route maritime de la mer du Nord à la Méditerranée et de grandes plateformes multimodales.	Développement des transports pour mieux connecter les régions périphériques dans une logique d'internationalisation.



## Bilan du parcours 1 ou 2

Le réseau de transport européen est l'un des plus denses de la planète. Il constitue un outil d'ouverture, de cohésion et de compétitivité de l'UE par sa diversité (liaisons maritimes, fluviales, routières, ferroviaires ou encore aériennes). Ce réseau permet de renforcer des liens transfrontaliers par les réseaux ferroviaires et routiers performants comme le tunnel sous la Manche qui réunit la France et l'Angleterre ou le pont reliant le Danemark et la Suède. Si le transport maritime occupe une place de premier plan dans le commerce extracommunautaire grâce à un réseau de ports très actifs notamment sur la *Northern Range*, les autres modes de transports sont importants dans la mégapole européenne. Au-delà, le développement des transports peut contribuer à rendre plus compétitive la périphérie intégrée ou la périphérie plus éloignée du cœur européen et donc former un ensemble européen plus cohérent.

## Réponses aux questions p. 184

### Parcours 1

1. Le projet de réseau transeuropéen de transport (RTE-T) est un programme de développement d'infrastructures de transport répondant à un objectif de cohésion. En effet, il prévoit que la majorité des entreprises et des citoyens européens ne soient pas à plus de 30 minutes du réseau d'ici 2050 et ainsi de désenclaver les régions périphériques. Pour cela, la politique européenne de transport est structurée autour de neuf « corridors » routiers ou ferrés principalement situés dans les espaces actuellement les moins bien desservis. Ce projet répond aussi à des objectifs d'ouverture sur le monde et de compétitivité autour de la mégapole européenne (« Mer du Nord-Méditerranée », « Rhône-Alpine »), par un réseau de villes structurantes sur les littoraux (quatre grandes « autoroutes de la mer ») et autour des grandes métropoles européennes. Cette politique européenne répond à un enjeu majeur du Marché unique et s'appuie sur la liberté de circulation de personnes, marchandises, services et capitaux.

2. Le corridor méditerranéen permet de relier le Sud de l'Espagne (Algésiras, Séville) à la France (Marseille, Lyon), au cœur économique de l'UE (Milan) et au-delà les pays d'Europe centrale et orientale (Zagreb, Budapest). Si l'essentiel du projet repose sur le transport ferroviaire, c'est aussi un projet multimodal visant à rendre plus cohé-

rent les interconnexions portuaires et aéroportuaires. Il répond à un objectif de compétitivité des secteurs industriel, agricole ou touristique.

3. La Roumanie peut espérer sortir de son enclavement grâce au corridor Rhône-Danube qui reliera Bucarest et les villes roumaines secondaires au réseau de transport d'Europe centrale et occidentale, jusqu'à la mégapole européenne.

### Parcours 2

#### Objectif de cohésion : réduire les inégalités territoriales :

- Un projet de réseau de transports constitué par deux corridors nord-sud, trois corridors est-ouest et quatre corridors diagonaux pour désenclaver les régions périphériques et désengorger les réseaux centraux.
- Une modernisation des infrastructures de transport pour faciliter les flux transfrontaliers de personnes et de marchandises au sein de l'UE.
- Une politique européenne fondée sur le renforcement des normes de sécurité et environnementales.

#### Objectif de compétitivité : valoriser les atouts des États membres dans le cadre de la concurrence mondiale :

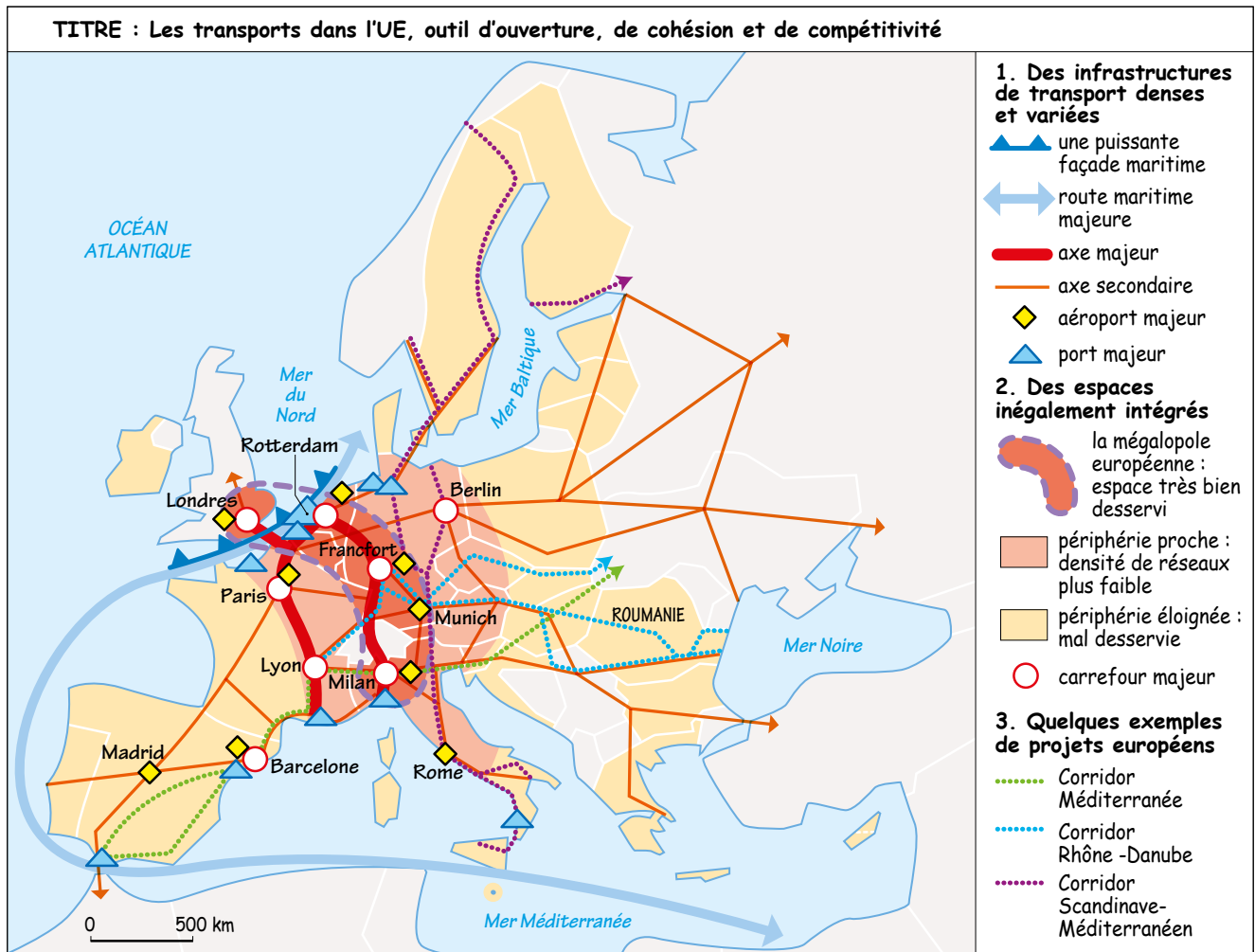
- Quatre grandes « autoroutes de la mer » en mer Baltique, dans l'océan Atlantique et la mer Méditerranée pour introduire une nouvelle chaîne de transport intégrée fondée sur le transport maritime.
- Une politique axée sur des métropoles régionales pouvant devenir des carrefours routiers ou ferroviaires et sur des villes littorales pouvant améliorer les liaisons maritimes.
- Une amélioration de l'interconnexion entre les différents modes de transport (routier, ferroviaire, aérien, fluvial et maritime) pour accroître les investissements et la circulation des marchandises.
- Différents secteurs productifs bénéficiaires : agriculture, industrie, tourisme, etc.

## Bilan du parcours 1 ou 2

La politique des transports européenne répond à un objectif de cohésion par le développement d'un réseau multimodal et d'envergure européenne, en intégrant les espaces les plus périphériques de l'Est et l'Ouest de l'UE au réseau central, et à un objectif de compétitivité en rendant les transports plus performants et intégrés à la mondialisation.

## Faire le bilan de l'étude de cas p. 185

Compléter le croquis



Présenter le bilan à l'écrit ou à l'oral

Plan	Notions	Exemples tirés des documents
Ouverture	intégration aux réseaux de transport corridors axes mondialisation	Hambourg, plate-forme multimodale
Cohésion	réseau de transport périphéries inégalités territoriales politique européenne	projets de corridor « Rhône-Danube » du RTE-T et d'autoroutes roumaines
Compétitivité	carrefours multimodalité densité des réseaux politique européenne	le corridor méditerranéen et les secteurs agricole, industriel et touristique

## pp. 186-189 Étude de cas

### L'Union européenne : les effets territoriaux de la PAC

Cette étude de cas permet d'étudier la politique agricole commune (PAC) au prisme de ses effets territoriaux. L'agriculture occupe aujourd'hui une place centrale au sein de l'UE puisque les surfaces agricoles représentent

près de la moitié de l'espace européen et son poids est important dans les échanges internationaux. Entrée en vigueur en 1962, la PAC vise à moderniser les agricultures, augmenter la productivité et améliorer les revenus des agriculteurs. Elle est appliquée aujourd'hui dans tous les États membres et près de 40% du budget européen lui sont consacrés. Les réformes plus récentes cherchent à répondre aux défis sanitaires et environnementaux.

La première double-page permet de montrer comment les principales étapes de la PAC ont eu des effets sur les territoires notamment en termes de concentration et de spécialisation. L'objectif de la deuxième double-page est de mettre en évidence les mesures que la PAC peut adopter pour renforcer la cohésion et la valorisation des territoires dans un contexte de discussions autour de la future PAC (2021-2027).

## Réponses aux questions p. 187

### Parcours 1

1. Les objectifs initiaux de la PAC sont d'assurer la sécurité alimentaire aux populations des États membres en augmentant la productivité agricole pour réduire les importations de produits de première nécessité (comme les céréales) et d'assurer aux agriculteurs un revenu en garantissant les prix quelle que soit la situation du marché. Depuis sa création en 1962, la PAC a permis la modernisation des agricultures en encourageant les agriculteurs à produire massivement. Pour lutter contre la surproduction, un système de quotas laitiers est mis en place dès 1984. À partir de 1992, l'agriculture d'exportation est favorisée. La réforme de la PAC de 1999 a permis de fixer deux « piliers » pour 1) aider les agriculteurs et 2) accompagner l'organisation des marchés et le développement rural. Depuis les années 2000, le « verdissement » de la PAC est mis en place pour compenser les effets territoriaux et environnementaux de cette politique : concentration des exploitations (effet qui apparaît fréquemment dans le doc. 1) au sein d'une agriculture productiviste, banalisation des paysages agraires, disparition de la biodiversité et pollution du milieu naturel.

2. Plus de 4 millions d'exploitations agricoles ont disparu entre 2005 et 2016 avec le processus de concentration agricole d'après les données d'Eurostat. Cette évolution est particulièrement forte dans le domaine de la polyculture mais aussi de l'élevage. Les exploitations spécialisées dans la culture de céréales sont moins affectées sur cette période car elles ont fait l'objet d'une concentration dans les décennies précédentes. Les pays d'Europe centrale et orientale sont largement touchés par cette concentration comme la Slovaquie ou la Bulgarie (réduction de 66 % des exploitations agricoles) car il s'agit de pays aux agricultures moins modernes qui ont intégré plus récemment l'UE (2004 et 2007). L'impact de ce processus sur les populations d'agriculteurs est important puisque les plus grands exploitants sont favorisés par les aides du premier pilier de la PAC au détriment des petits exploitants. Après la réforme de 1992, les aides se font en fonction de la taille des exploitations et non de la production.

3. La spécialisation agricole favorisée par la PAC a modifié et modernisé les paysages ruraux. En effet, entre 2002 et 2020 la pression agricole s'est accentuée en Sicile (doc. 5) avec une agriculture intensive sous serres (tomates) ou fortement irriguée (oliviers). La culture de céréales s'est également traduite par une concentration des exploitations et une forte artificialisation des paysages ruraux.

4. Trois types de situations se dégagent à la lecture du doc. 4 : un groupe de pays constitué des premiers États à intégrer la CEE et à mettre en place la PAC comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, ayant procédé à des remembrements agricoles et développé une agriculture productiviste (faible nombre d'exploitations, production importante) ; un deuxième groupe formé par des pays méditerranéens où le nombre d'exploitations agricoles et la productivité restent élevés (Italie, Espagne) ; et enfin un troisième groupe constitué de pays d'Europe centrale et orientale (Roumanie, Pologne) où le nombre d'exploitations agricoles est plus élevé et la productivité moins forte. Il existe donc de fortes inégalités de productivité agricole entre les pays membres en fonction du poids de l'agriculture dans ces pays et la modernisation des exploitations. L'enjeu de la cohésion reste important. La PAC a permis de rendre plus compétitive l'agriculture de certains pays ayant adopté une voie productiviste.

### Parcours 2

Les élèves peuvent identifier dans les documents des informations pour caractériser les trois agriculteurs interviewés :

– Agriculteur français : une concentration, spécialisation et modernisation des exploitations depuis les années 1960 avec une forte productivité.

– Agriculteur italien : une concentration, spécialisation et modernisation des exploitations plus récentes au profit de cultures méditerranéennes, oléagineux et céréales.

– Agriculteur roumain : une agriculture à faible productivité et une concentration et spécialisation des exploitations agricoles en cours.

### Bilan du parcours 1 ou 2

La PAC est une politique européenne visant dès 1962 à garantir la sécurité alimentaire, stabiliser les marchés et assurer un niveau de vie équitable à la population agricole. Cette politique a eu des effets territoriaux importants au sein de l'UE en formant des territoires de plus en plus artificialisés par une agriculture productiviste et des surfaces cultivées spécialisées dans des cultures rentables comme les céréales. La taille moyenne des exploitations européennes n'a cessé d'augmenter avec le processus de concentration et de spécialisation agricole. Aujourd'hui, la disparition des petites exploitations se poursuit dans les pays d'Europe centrale et orientale dont l'agriculture est moins moderne.

## Réponses aux questions p. 188

### Parcours 1

1. Le développement de l'agriculture biologique est un objectif sur lequel la PAC pourrait se focaliser davantage car il permettrait de compenser les effets négatifs causés par l'agriculture productiviste sur les territoires (doc. 2 p. 186 : la banalisation des paysages agraires, la disparition de la biodiversité) et réduire la pollution des sols et nappes phréatiques. La part de l'agriculture biologique



est encore faible dans la surface agricole utile des pays de l'UE : elle atteint plus de 25% dans certaines régions (Italie du Sud, Suède) mais reste globalement minoritaire en Europe (inférieure à 5% de la SAU). Le développement de l'agriculture biologique est soutenu par le deuxième volet de la PAC sur le « développement rural ». Les surfaces d'agriculture biologique ont doublé dans une dizaine de pays de l'UE entre 2005 et 2015.

2. Les critiques adressées à la PAC par le collectif « Pour

une autre PAC » reposent sur les inégalités causées par les aides reversées principalement à l'agriculture productiviste et le soutien indirect aux pratiques qui nuisent au développement durable des territoires ruraux, à la santé et à l'environnement. Les auteurs de cette plateforme préconisent une PAC qui soutienne une transition agroécologique, « plus juste, plus durable et plus cohérente », pour répondre aux défis économiques, sociaux, sanitaires, environnementaux.

## Parcours 2

	Objectif de cohésion	Objectif de compétitivité
Doc. 1	développement de l'agriculture biologique dans la plupart des espaces agricoles de l'UE	promotion du volet « développement rural » avec des activités de transformations alimentaires et d'accueil touristique (vente directe et agrotourisme)
Doc. 2	un programme « Pour une autre PAC » plus juste, durable et cohérente	une demande de réorientation du système agroalimentaire de l'UE pour dynamiser les campagnes et territoires ruraux

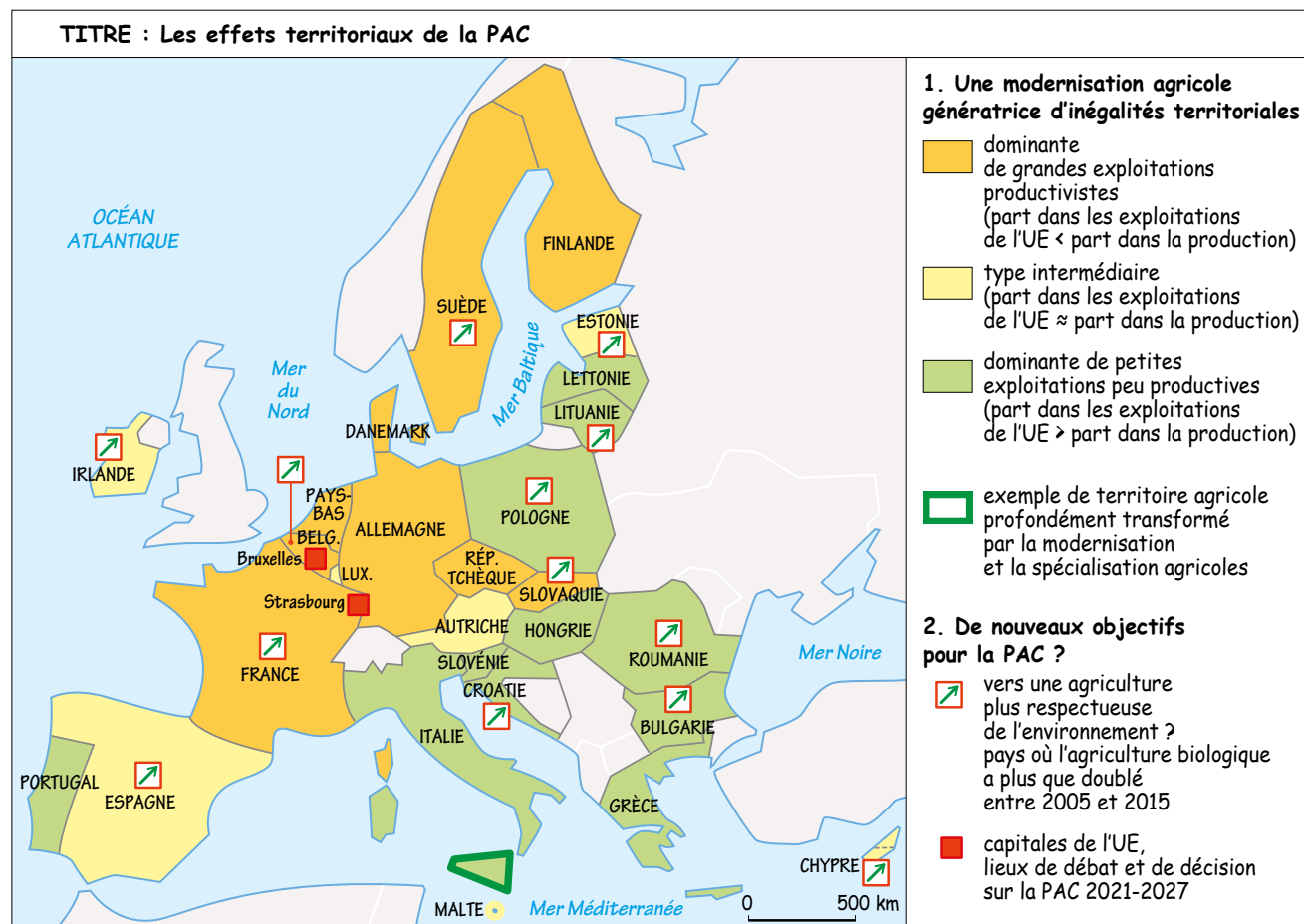
## Bilan du parcours 1 et 2

La PAC peut renforcer la cohésion et la valorisation des territoires par des mesures d'encouragement de l'agriculture biologique et en décloisonnant les activités agricoles des autres activités du monde rural. Le second

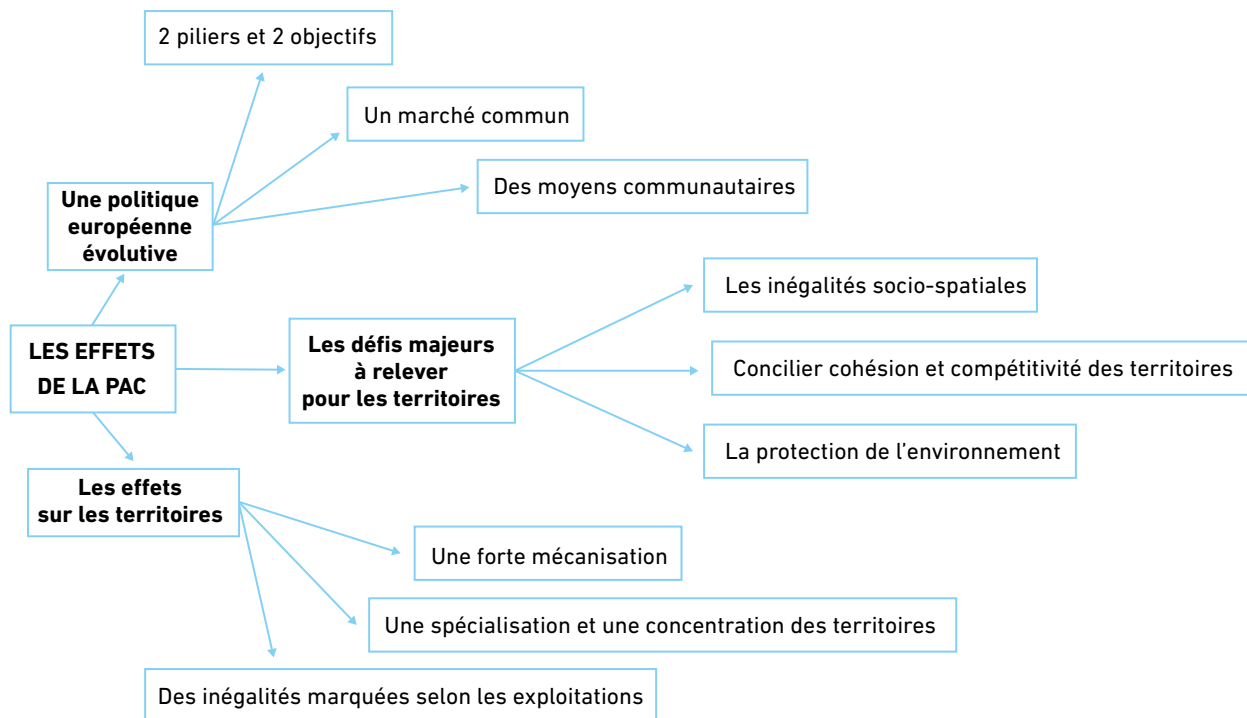
pilier de la PAC doit permettre le développement rural tout en relevant les défis économiques, environnementaux et sociétaux. Actuellement, les débats sur la future PAC sont engagés et certaines associations préconisent une « transition agroécologique ».

## Faire le bilan de l'étude de cas p. 189

Compléter le croquis



## Compléter la carte mentale



## pp. 190-193 Étude de cas

### Lyon, cartographie d'une agglomération industrielle et technologique française

Une fois n'est pas coutume, l'une des études de cas préconisées par les concepteurs du programme et associées au chapitre portant sur une échelle non nationale (ici l'Union européenne) devait centrer son propos sur un espace français, « une agglomération industrielle ou technologique en France ». Ce choix s'explique certainement par le fait que l'approche propre au chapitre consacré à la France est spatialement très sélective, puisqu'elle se focalise sur les territoires frontaliers français ; les concepteurs du programme ont certainement voulu montrer à quel point la France prenait part à l'insertion de l'Union européenne dans la mondialisation, y compris à une échelle locale.

Le choix de cette agglomération est cependant laissé aux enseignants. Nous avons choisi de traiter le cas de Lyon car cette agglomération importante dans l'espace français et métropole secondaire en Europe (cf. programme de 1<sup>re</sup>, chapitre 2) a su conserver un profil industriel marqué, appuyé sur une industrie diversifiée, de l'industrie lourde à la haute technologie. Cette industrie lui permet de participer à l'insertion de la France et de l'Europe dans la mondialisation, ce qui nous renvoie au thème 3 et inscrit bien cette agglomération dans la logique du chapitre 5.

## Réponses aux questions p. 191

### Parcours 1

1. les éléments qui rendent compte de l'importance et de la diversité de l'industrie à Lyon sont :

- l'importance de l'emploi industriel et de l'emploi associé (sphère productive) (doc. 2) ;
- l'ampleur de l'emprise industrielle à Lyon (doc. 1, 2 et 4) ;
- la diversité des pôles de compétitivité (doc. 2) associant industrie lourde et haute technologie ;
- la présence de grandes entreprises industrielles (doc. 2).

La carte montre que Lyon est une agglomération industrielle et technologique car elle rend compte de l'ampleur de l'emprise spatiale de l'industrie. Par ailleurs, elle localise les *clusters* industriels (sièges des pôles de compétitivité, campus scientifique).

2. Les voies de communication jouent un rôle important car elles assurent une bonne connexion de l'agglomération à l'Europe et au reste du monde, donc elles permettent à l'industrie lyonnaise de bien s'insérer dans la mondialisation. Cependant, elles ne font pas tout : les dynamiques impulsées par les acteurs locaux, publics et privés, à travers les *clusters* industriels jouent un rôle au moins aussi important. Il existe un « écosystème industriel » car les acteurs privés (entreprises industrielles) et les acteurs publics (État, métropole) sont réunis dans des structures (pôles de compétitivité, campus scientifique, sites industriels labellisés par l'État) qui permettent une synergie positive, en faveur du développement industriel de l'agglomération, qui est leur objectif commun.

3. La zone industrielle de Parilly est représentative de l'industrie lyonnaise car :

- son emprise spatiale est importante, au cœur de la ville (cf. l'initiale P. sur le doc. 1) ;
- elle réunit des industries diversifiées (automobile, industrie ferroviaire, matériaux, métallurgie) de taille très variable, de la très grosse entreprise à la start-up, mais aussi des organismes de formation pour l'industrie ;

– elle rend compte de l'implication des acteurs publics en faveur du développement de l'industrie dans l'agglomération en proposant des espaces de développement en cœur de ville, bien connectés.

Ces deux derniers points, associés, rendent compte de l'existence d'un écosystème industriel à Lyon.

**4.** Lyonbiopôle est bien un *cluster* puisqu'il réunit des entreprises travaillant dans le secteur de la santé (pharmacie notamment) et tournée vers l'innovation technologique. Il participe à l'existence d'un écosystème à Lyon et dans sa région en réunissant des acteurs publics (Union européenne, État, Métropole) autour d'un même objectif.

Lyonbiopôle est un pôle de compétitivité ce qui signifie que les entreprises qu'il réunit bénéficient d'un label délivré par l'État en raison de son excellence dans un secteur d'activité et de la qualité des interactions développées entre leurs membres. Il bénéficie aussi du label européen *European Cluster Excellence Initiative*, lancée par la Commission européenne en 2009 pour récompenser la qualité du fonctionnement des *clusters* et la qualité des services qu'ils offrent à leurs membres.

Ce *cluster* industriel inséré dans un écosystème favorable peut ainsi plus aisément développer des innovations (R&D, aides au développement, infrastructures industrielles, mutualisation) et prendre une dimension internationale (accompagnement à l'international, actions de communication), qui participe à l'intégration de la France et de l'UE dans la mondialisation.

## Parcours 2

	Éléments du doc. 1
<b>Doc. 2</b>	emprise spatiale de l'industrie, pôles de compétitivité
<b>Doc. 3</b>	pôles de compétitivité
<b>Doc. 4</b>	vallée de la chimie, voies de communication
<b>Doc. 5</b>	emprise spatiale de l'industrie, qualité des connexions à différentes échelles

### Bilan du parcours 1 ou 2

L'industrie dans l'agglomération présente une forte emprise spatiale. Celle-ci prend des formes diverses : zones industrielles de taille variable, présentes dans la ville-centre comme en banlieue, mais aussi sièges de pôles de compétitivité, campus scientifique. Cette industrie est diversifiée : si la haute technologie est plutôt présente dans la ville-centre (Parilly), l'industrie lourde est présente aussi bien dans des espaces péri-centraux comme Parilly (Renault trucks) qu'en banlieue (vallée de la chimie).

## Réponses aux questions p. 192

### Parcours 1

**1.** L'industrie lyonnaise bénéficie de politiques élaborées par :

– des acteurs locaux publics et privés (doc. 1) : ce sont les acteurs locaux qui mettent à disposition du foncier par exemple ;

– l'État (doc. 2) avec le label Frenchfab, auquel s'associent des acteurs locaux, la métropole et le Conseil régional ;

– l'UE (doc. 3) en faveur du bassin Rhône-Saône, dans lequel s'inscrit l'agglomération.

Dans les trois cas, il s'agit bien d'adapter l'industrie aux mutations de son environnement :

– en s'adaptant aux mutations de l'espace urbain notamment en termes paysagers (doc. 1) pour favoriser l'acceptabilité sociale de l'industrie en ville ;

– en lui donnant les moyens de participer à un développement plus durable, notamment en matière d'environnement (doc. 1 et 3) ;

– en lui permettant de développer des innovations (doc. 1 et 2) ;

– en lui donnant une visibilité nécessaire à son internationalisation (doc. 2).

**2.** Cette étude peut intéresser l'industrie lyonnaise car l'industrie chimique est très présente dans cette agglomération. D'autre part, au sud de Lyon, la vallée de la chimie est située à côté du Rhône et peut donc utiliser massivement le transport fluvial, particulièrement adapté au transport des pondéreux, ce qui permettrait de limiter la saturation de l'autoroute du Sud et d'exporter en polluant moins les produits de la chimie lyonnaise.

**3.** Ces deux politiques associent des acteurs publics et privés d'échelles diverses (cf. réponse à la question 1) partageant un objectif commun, le développement de l'industrie lyonnaise et son adaptation au monde qui l'entoure. Elles contribuent donc à la consolidation de l'écosystème lyonnais tel qu'il a été décrit dans le A.

### Parcours 2

**1.** L'UE (doc. 3), l'État (doc. 2), la Métropole lyonnaise (doc. 1 et 2), le Conseil régional (doc. 2), les industriels de la région (doc. 1 et 2).

**2. a.** le Label Frenchfab, L'appel des 30 !, le projet de l'UE en faveur du transport fluvial.

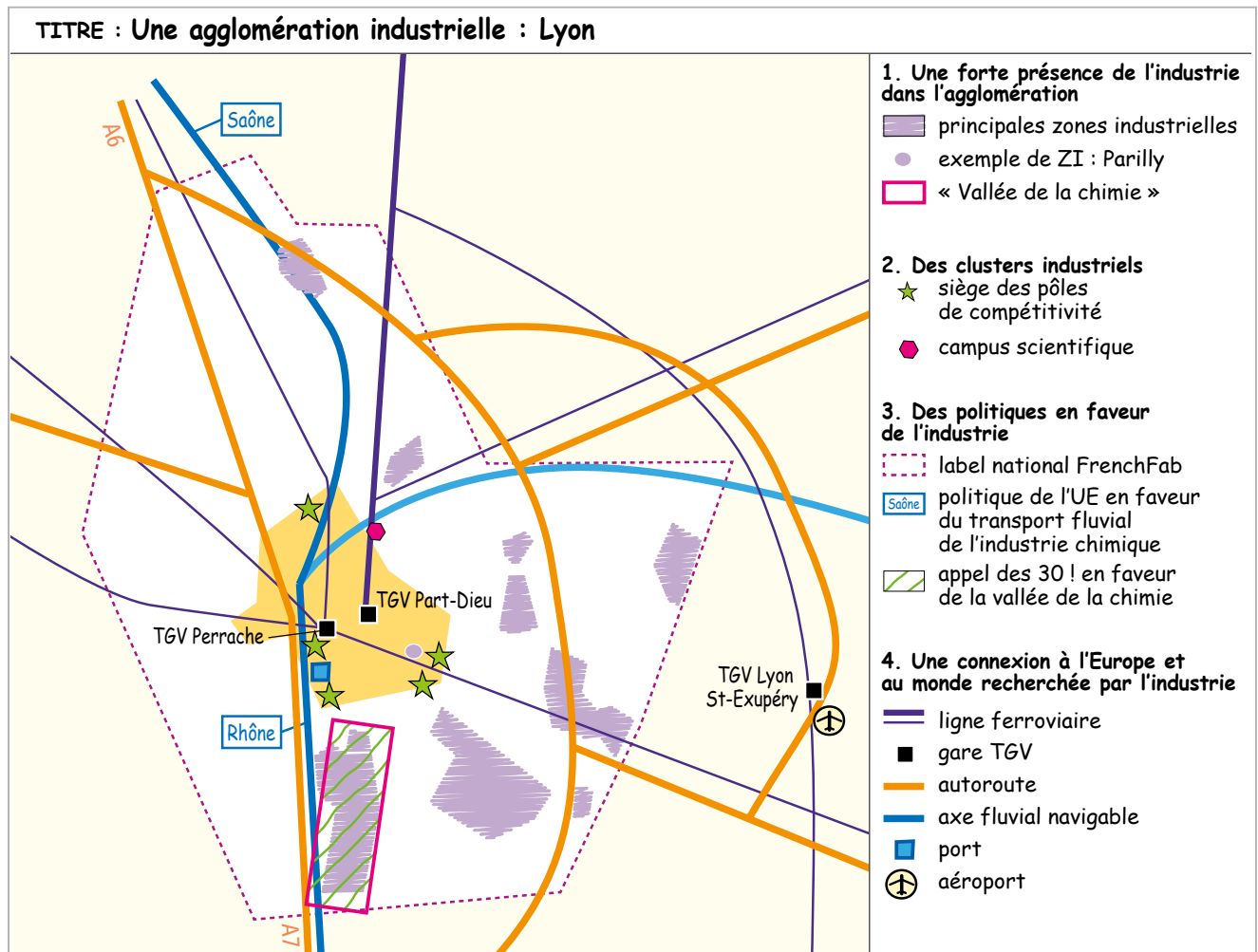
**b.** le Label Frenchfab, L'appel des 30 !

### Bilan du parcours 1 ou 2

L'industrie lyonnaise bénéficie de politiques associant des acteurs très divers, publics (UE, État, Métropole, Conseil régional) et privés (entreprises industrielles) et qui ont pour objectif commun d'adapter l'industrie lyonnaise aux mutations du monde qui les entoure en termes d'innovations, d'internationalisation et de développement durable, mais aussi de favoriser l'affirmation d'un écosystème favorable à cette adaptation.

## Faire le bilan de l'étude de cas p. 193

### Compléter le croquis



### Présenter le bilan à l'oral

Informations cartographiables des documents	Figurés choisis	Légende
Principales zones industrielles (doc. 1 p. 190)		principales zones industrielles
Zone Industrielle de Parilly (doc. 1 et 5 p. 190-191)		exemple de ZI : Parilly
Vallée de la chimie (doc. 1 t 4 p. 190-191)		«vallée de la chimie»
Siège des pôles de compétitivité (doc. 1 p. 190)		siège des pôles de compétitivité
Campus scientifique (doc. 1 p. 190)		campus scientifique
Label French Fab (doc. 2 p. 192)		label national Frenchfab
Politique de l'UE (doc. 3 p. 192)		politique de l'UE en faveur du transport fluvial de l'industrie chimique
L'Appel des 30 ! (doc. 1 p. 192)		appel des 30 ! en faveur de la vallée de la chimie
Ligne ferroviaire (doc. 1 p. 190)		ligne ferroviaire
Gare TGV (doc. 1 p. 190)		gare TGV
Autoroute (doc. 1 p. 190)		autoroute
Axe fluvial navigable (doc. 1 p. 190)		axe fluvial navigable
Port (doc. 1 p. 190)		port
Aéroport (doc. 1 p. 190)		aéroport

2. L'élève reprend souvent les figurés du doc. 1 p. 190 et se conforme donc aux informations de ce document, y compris dans les couleurs choisies : figurés de surface pour les zones, figurés linéaires pour les axes de communication, figurés ponctuels pour les bâtiments divers. On pourra renvoyer les élèves au Langage cartographique sur le rabat du manuel. Le nom des différentes rubriques reprend les aspects du sujet évoqués dans le dossier documentaire.

## pp. 194-195 Cartes

### La puissance de l'Union européenne et ses limites

#### Réponses aux questions

1. L'UE occupe la première place du commerce mondial avec 33,8 % de ce commerce.
2. 1<sup>er</sup> : Chine, 2<sup>e</sup> : États-Unis : acteurs majeurs de la mondialisation au même titre que les pays membres de l'UE.
- 3<sup>e</sup> : Russie : achat d'hydrocarbures. 5<sup>e</sup> : Suisse : proximité géographique.
3. Le commerce intracommunautaire est très important car l'UE est un marché économique sans barrière douanière, le plus grand du monde, le « marché unique ».
4. Les IDE sont surtout très importants vers les pays développés (comme les États-Unis) et pays émergents (par exemple le Brésil). Cela veut dire que les entreprises européennes se sont développées dans ces deux types de pays, qui sont soit les plus développés, soit les plus dynamiques économiquement.

8.	Liens commerciaux	Liens financiers	Éléments d'explication
Amérique du Nord	forts	forts	pôle majeur de la mondialisation
Asie	forts	forts	pays émergents
Afrique	faibles	faibles	pays en marge de la mondialisation

## pp. 198-199 Exemple

### La fiscalité, limite à la cohésion de l'UE

La fiscalité, tout comme les aspects militaires ou la politique étrangère, fait partie des grandes limites de l'UE : c'est pourtant une nécessité pour prétendre à une réelle intégration des pays et une réelle existence de l'UE au niveau international. En effet, alors que les hommes, les biens et les capitaux peuvent circuler, les fiscalités, elles, ne sont pas harmonisées. Cette question pose un problème de distorsion de concurrence puisque des différentiels dans les taux de TVA ou dans le taux d'imposition des entreprises avantagent ou désavantagent certains pays plutôt que d'autres. Certains pays, comme l'Irlande, ont même basé une partie de leur développement sur cela. Il reste très difficile d'obtenir un consensus sur ces questions que nombre d'États considèrent comme devant rester du domaine de la souveraineté nationale.

5. Les pays qui souhaitent entrer dans l'UE sont la Turquie, la Bosnie, la Serbie, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine et l'Albanie. L'UE est un espace attractif car c'est un espace riche et bien inséré dans la mondialisation. Les élèves pourront commencer leurs recherches par le site [www.touteleurope.eu](http://www.touteleurope.eu) et notamment au lien suivant : <https://www.touteleurope.eu/actualite/turquie-albanie-macedoine-du-nord-ou-en-sont-les-pays-candidats-a-l-elargissement.html>.

6. Le noyau dur représente les pays qui sont les plus intégrés dans la construction européenne car ils participent à cinq éléments constitutifs de la construction européenne : l'UE, l'espace Schengen, le pacte budgétaire, l'euro et le projet militaire de l'initiative européenne d'intervention.

Tous les États membres ne participent pas à toutes ces politiques communautaires car certaines politiques sont facultatives, d'autres, comme l'euro, sont théoriquement réservées aux États les plus sains économiquement.

7. Les limites sont de plusieurs ordres :

- dans de nombreux pays des partis eurosceptiques font des scores élevés comme le RN en France ;
- certains pays, comme la Hongrie, remettent de plus en plus en cause les principes fondateurs de l'UE (démocratie, État de droit) ;
- les pays sont inégalement intégrés ( « noyau dur », « périphérie »).
- enfin, le Royaume Uni a quitté l'UE en 2020.

### Réponses aux questions p. 199

#### Parcours 1

1. L'absence d'harmonisation fiscale constitue une entorse à la concurrence car les taux d'imposition des sociétés très variables favorisent certains pays aux dépens d'autres. Cela limite la cohésion car cela crée des inégalités entre les pays.

Les GAFA sont particulièrement favorisés par cette absence d'harmonisation (taux d'imposition en moyenne deux fois moins élevés que celui des entreprises traditionnelles, doc. 5) car leur production dématérialisée leur permet de domicilier leur activité dans tout pays, et donc dans les pays les plus avantageux fiscalement. Les entreprises qui ont une production matérielle sont davantage contraintes pour leur implantation par la nécessité d'infrastructures de transports par exemple.

2. Les pays dont la politique fiscale est la plus attractive pour les entreprises sont l'Irlande, la Hongrie et la Bulgarie



(taux de l'impôt sur les sociétés entre 9 et 14 %). Cette politique fiscale leur permet d'attirer des entreprises. On peut parler d'effet redistributif pour l'Irlande car cela lui permet d'attirer des entreprises qui iraient probablement s'installer dans des pays plus attractifs pour d'autres raisons (population mieux formée, meilleure centralité en Europe...).

3. L'harmonisation fiscale est un objectif difficile à atteindre car la plupart des pays membres ne la veulent pas. Un seul pays peut bloquer tout le processus puisque les décisions en matière fiscale requièrent l'unanimité. La position de certains grands États est contradictoire puisqu'ils demandent à la fois une certaine harmonisation fiscale mais ne sont pour autant pas prêts à perdre leur souveraineté sur ces questions.

Parcours 2

	Firmes multinationales dont GAFA	États	Population
Pour l'harmonisation		pays aux taux d'impositions élevés, répulsifs pour certaines entreprises	Pour attirer les entreprises, et donc l'emploi, et rétablir une justice fiscale
Contre l'harmonisation	avantage de pouvoir choisir les pays qui ont le plus faible taux d'imposition	pays qui ont des taux d'imposition faibles, attractifs pour les entreprises	Crainte de voir partir les entreprises, et donc l'emploi

Bilan du Parcours 1 ou 2

La fiscalité est une limite à la cohésion de l'UE car elle avantage certains États et certaines entreprises par rapport à d'autres. En effet, les États qui ont des taux d'imposition faibles sont plus attractifs pour certaines entreprises comme les GAFA dont l'activité est en grande partie dématérialisée et peut être basée dans n'importe quel pays. Ces États n'ont donc pas intérêt à relever leurs taux d'imposition des entreprises. *A contrario*, les pays qui ont des taux d'imposition plus élevés demandent plus de justice fiscale, au moins en ce qui concerne les GAFA. Ils ne sont néanmoins pas prêts à abandonner leur souveraineté en matière fiscale. Par ailleurs, une harmonisation signifierait certes que les « petits » États relèvent leurs taux mais probablement que les « grands » baissent les leurs, ce qu'ils ne sont pas forcément prêts à faire. Ces questions sont néanmoins éminemment politiques et le volontarisme des États et de l'UE sur ces questions dépend aussi de la couleur politique des gouvernements et des institutions européennes.

pp. 200-201 Carte

Un espace diversement intégré à la mondialisation

Réponses aux questions p. 200

1. La carte de l'indice KOF montre que l'Ouest et le Nord de l'Europe sont les mieux intégrés à la mondialisation (indice au-dessus de 86). Suivent ensuite l'Europe du Sud et centrale (entre 82 et 86) et enfin l'Europe orientale (entre 78 et 82). Il est à noter que l'intégration de tous les pays d'Europe reste élevée par rapport à d'autres continents comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud (cf. carte pp. 116-117).

4. Cette caricature fait référence au mouvement des « Gilets Jaunes » qui a secoué la France entre la fin de l'année 2018 et l'été 2019. L'absence de taxe GAFA prive la plupart des pays européens d'importantes ressources fiscales et grève donc leurs budgets d'autant. La caricature insiste sur le fait que l'absence de taxe GAFA avantage surtout les actionnaires de ces entreprises (cliché du patron d'entreprise à cigare) alors que les citoyens ordinaires, eux, sont assujettis quoi qu'il arrive aux taxes qu'ils doivent payer (taxes sur le carburant par exemple). L'opinion irlandaise ne serait sûrement pas d'accord avec cela car leur faible taux d'imposition a permis à leur pays de se développer de façon importante et d'attirer des emplois.

2. On retrouve la même hiérarchie que dans la carte 1, à savoir que les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord connaissent un PIB plus élevé que le reste de l'Europe. La mégalozone européenne est l'espace qui concentre le plus de richesses même si des différences importantes demeurent au sein des espaces nationaux (ex : différence Italie du Nord/Italie du Sud).

L'Europe du Nord et de l'Ouest bénéficie d'une industrialisation plus ancienne (ex : Royaume-Uni) et ces pays n'ont pas connu de période socialiste, ni dictatoriale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

3. Les régions capitales sont systématiquement plus riches que le reste du pays car elles concentrent davantage d'activités et de fonctions de commandement que le reste du pays.

4. Le taux de privation matérielle et sociale mesure la pauvreté. On remarque que ce taux est très élevé dans l'Europe du Sud-Est (Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Grèce) ; il est de plus en plus en plus faible au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'Europe du Nord.

La Grèce a un taux de privation matérielle et sociale important, qui se rapproche de celui de certains anciens pays socialistes.

5. On retrouve sur les trois cartes les même gradients. Par exemple la Suède a un indice KOF supérieur à 86, un PIB/habitant globalement supérieur à 100 par rapport à la moyenne de l'UE et un taux de privation matérielle et sociale inférieur à 10 % tandis que la Bulgarie à un indice KOF inférieur à 82, un PIB/habitant globalement inférieur à 75 % du PIB du reste de l'UE et un taux de privation matérielle et sociale compris entre 30 et 49,7 %.

Région	Intégration à la mondialisation	PIB/habitant	Taux de privation matérielle et sociale
Europe du Nord et de l'Ouest	élevée	élevé	faible
Europe du Sud	moyenne	moyen	moyen
Europe de l'Est	faible	faible	élevé

## pp. 204-205 Exemple

### L'Italie et ses régions dans la mondialisation

L'Italie est un bon exemple, à une échelle nationale, de l'inégale intégration des territoires européens dans la mondialisation. En effet, les différences entre Nord et Sud sont très importantes, comme on peut le voir sur la carte 1. La comparaison des paysages urbains des doc. 4 et 5 est également très éloquentes quant à cette dichotomie. Le Nord de l'Italie est de fait un rouage essentiel de la « dorsale européenne », et ce depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, tandis que le Sud fait partie de ces marges européennes qui ont du mal à se développer.

### Réponses aux questions p. 205

#### Parcours 1

1. L'Italie est un pays bien inséré dans le monde : c'est la 8<sup>e</sup> puissance mondiale, elle est membre du G7, accueille de nombreux *clusters* industriels insérés dans la mondialisation et dispose de nombreux aéroports internationaux. Elle est également bien insérée dans l'UE : elle est la 3<sup>e</sup> puissance de l'UE, le 2<sup>e</sup> pays exportateur pour le commerce extra-européen et son commerce intra-UE représente la majorité de ses exportations (56 %) et de ses importations (59 %). Il y a deux ports d'envergure européenne.

Néanmoins, il existe de grandes différences entre le Nord et le Sud de l'Italie. On remarque que la mégapole européenne s'arrête au nord du pays, que c'est dans cette région qu'il y a le plus grand nombre de *clusters* industriels, le plus grand nombre d'aéroports internationaux et la meilleure offre d'autoroutes.

2. Le contraste territorial majeur apparaît entre le Nord et le Sud. Le Nord est une région plus dynamique et plus riche que le Sud. Outre sa meilleure insertion à la mondialisation, on y trouve également une métropole de rang européen, Milan, et de nombreuses villes importantes comme Bologne, Florence, Venise et Turin. Le PIB y est élevé (38 500 €/habitant en Lombardie par exemple). Le Sud, le *Mezzogiorno*, est lui plus rural, moins bien inséré à la mondialisation et le PIB y est plus faible (17 400 €/habitant en Calabre par exemple).

3. Milan se trouve en Lombardie, dans le Nord de l'Italie. Cela se voit au nombre d'immeubles qui suggère une ville de grande taille et aux buildings qui se dégagent au milieu de l'image, signe de la présence de bureaux.

4. Ces *clusters* forment de véritables éco-systèmes d'entreprises très majoritairement petites et moyennes et

composent des filières très localisées et spécialisées. Ces districts existent dans de nombreux secteurs : biens d'équipements pour la maison, bijouterie, mécanique, tissus, produits alimentaires... Ils sont en forte croissance (5 points supérieurs à celui des autres zones). Ces districts sont en lien avec le reste de l'Europe comme le montre l'exemple de la ville italienne de Biella qui fabrique des tissus de luxe à destination de la France. En 2017, sur l'excédent commercial italien de 90 milliards de dollars, 79 milliards proviennent de ces districts. Tous ces *clusters* se situent dans le Nord du pays.

5. Cette photographie a été prise en Campanie, dans le *Mezzogiorno*. La photographie, prise au niveau du sol, en légère contre-plongée, montre une ruelle encaissée aux immeubles de petite taille aux façades décrépies. Des fils électriques pendent dans la rue.

6. Le premier paysage montre les buildings d'un quartier d'affaires d'une grande ville (Milan) tandis que le second montre la ruelle vide d'hommes et d'activités d'un petit village pauvre (Zungoli).

#### Parcours 2

	Ouverture sur l'UE et le monde
L'Italie	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 3<sup>e</sup> puissance de l'UE</li> <li>– 2<sup>e</sup> pays exportateur pour le commerce extra-européen</li> <li>– 56 % des exportations et 59 % des importations intra-UE</li> <li>– 2 ports d'envergure européenne</li> <li>– 8<sup>e</sup> puissance mondiale</li> <li>– membre du G7</li> <li>– nombreux <i>clusters</i> industriels insérés dans la mondialisation</li> <li>– nombreux aéroports internationaux</li> </ul>
Une Italie développée	<p>Localisation : Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– incluse dans la mégapole européenne</li> <li>– Nord comptant le plus grand nombre de <i>clusters</i> industriels, d'aéroports internationaux et la meilleure offre d'autoroutes.</li> <li>– métropole de rang européen, Milan, nombreuses villes importantes, comme Bologne, Florence, Venise et Turin</li> <li>– PIB élevé (38 500 €/habitant en Lombardie par exemple).</li> </ul>
Une Italie en difficulté	<p>Localisation : Sud</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– faible nombre de villes</li> <li>– faible offre de transports</li> <li>– pas de <i>clusters</i></li> <li>– PIB faible (17 400 €/habitant en Calabre par exemple)</li> </ul>

## Bilan du parcours 1 ou 2

L'Italie est un pays bien inséré dans le monde : c'est la 8<sup>e</sup> puissance mondiale, elle est membre du G7, accueille de nombreux *clusters* industriels insérés dans la mondialisation et dispose de nombreux aéroports internationaux. Elle est également bien insérée dans l'UE : elle est la 3<sup>e</sup> puissance de l'UE, le 2<sup>e</sup> pays exportateur pour le commerce extra-européen et son commerce intra-UE représente la majorité de ses exportations (56 %) et de ses importations (59 %). Il y a deux ports d'envergure européenne.

Néanmoins, il existe de grandes différences entre le Nord et le Sud de l'Italie. La mégapole européenne s'arrête au nord du pays, c'est dans cette région que sont localisés les *clusters* industriels du pays, le plus grand nombre d'aéroports internationaux et la meilleure offre d'autoroutes. Le Nord est une région plus dynamique et plus riche que le Sud. Outre sa meilleure insertion à la mondialisation, on y trouve également une métropole de rang européen, Milan, et de nombreuses villes comme Bologne, Florence, Venise et Turin. Le PIB y est élevé (38 500 €/habitant en Lombardie par exemple). Le Sud, le *Mezzogiorno*, est lui plus rural, plus pauvre et moins bien inséré à la mondialisation.

5.

	Ce qui ne change pas	Ce qui change	Conclusions
Europe de l'Ouest	Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Autriche, Belgique	France, Irlande sont davantage intégrées dans les « régions en transition »	L'Europe de l'Ouest, dans l'ensemble reste un espace riche
Europe du Nord	Suède, Danemark	Finlande est davantage intégrée dans les « régions en transition »	L'espace reste un espace riche mais se dégrade un peu
Europe du Sud	Portugal, Italie, Malte	Grèce, Chypre, Espagne sont davantage intégrées dans les « régions moins développées »	La situation se dégrade un peu en Europe du Sud
Europe Centrale et Orientale	Hongrie, Roumanie, Lettonie, Croatie, Slovaquie	Pologne, Estonie, Lituanie, République Tchèque, Bulgarie voient certaines régions sortir du classement « régions moins développées » sauf la Slovaquie	La situation semble s'être améliorée très légèrement

## pp. 210-211 Exemple

### La Pologne, le premier destinataire de la politique régionale de l'UE

La Pologne est un bon exemple pour traiter les aides régionales de l'UE car ce pays est archétypal des PECO. Rentré dans l'UE en 2004, le pays s'est rapidement développé grâce notamment à un ancrage à l'Allemagne important. Les problèmes restent néanmoins importants dans ce pays en retard par rapport aux standards de l'Ouest desquels il aimerait bien se rapprocher. C'est pourquoi les aides européennes sont très importantes en Pologne. Malgré tout, les mouvements europhobes y sont bien implantés.

## pp. 206-207 Carte

### Les politiques européennes entre compétitivité et cohésion des territoires

#### Réponses aux questions p. 207

1. L'échelle régionale est prise en compte pour l'allocation des fonds européens. Cette échelle permet une meilleure prise en compte des besoins des territoires et des populations.
2. Cette carte est construite à partir du PIB/habitant des régions (carte 2 p. 201). Les régions qui ont le PIB/habitant le plus faible par rapport au reste de l'UE reçoivent une part plus importante des fonds. Il s'agit bien d'une politique de cohésion puisque les régions les plus pauvres reçoivent davantage d'aide.
3. Les pays qui reçoivent le plus d'aides par habitants sont la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie, et dans une moindre mesure la Slovénie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et le Portugal. Ils sont situés en Europe de l'Est et du Sud.
4. Il s'agit de la Suède, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Belgique, de l'Allemagne, du Danemark, de la France et du Royaume-Uni.

#### Réponses aux questions p. 211

##### Parcours 1

1. La politique régionale de l'UE aide la Pologne dans les domaines suivants : environnement, R&D, énergie et transports. Les projets sont répartis par région. Dans de nombreuses régions, la thématique environnementale est importante mais cela peut varier.
2. Les Fonds structurels représentent 6 % des dépenses publiques du pays. Entre 2014 et 2020, le pays a bénéficié de 86,1 milliards d'euros d'aides, se plaçant au premier rang des pays européens bénéficiaires des fonds structurels de l'UE. On prévoit 64,4 milliards d'euros pour la période 2021-2027.

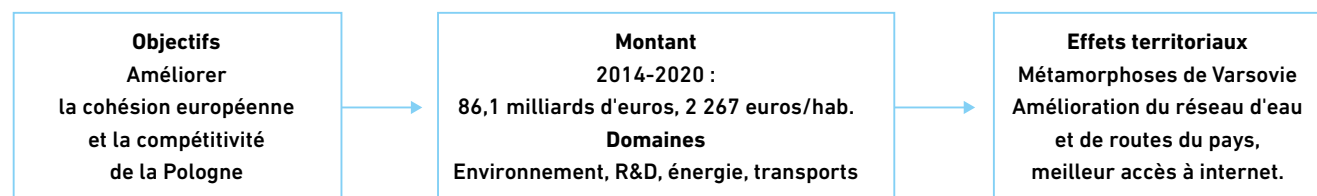
Ancien pays du bloc de l'Est, la Pologne pâtit d'un retard de développement en termes d'industrie, d'agriculture, d'infrastructures de transports, etc. Même s'il a progressé, le pays reste en difficulté. Si l'on regarde la carte 2 p. 201, on remarque en effet que la plupart de ses régions ont un PIB/habitant inférieur à 75 % de celui du reste de l'UE.

3. On peut citer le doc. 4 : « À Varsovie encore plus qu'ailleurs, les effets des fonds européens se voient littéralement à tous les coins de rue [...]. Deuxième ligne de métro, nouveaux tramways, bus électriques, assainissement des eaux usées, pistes cyclables, espaces verts, rénovation des palais, théâtres et musées, aménagements des

berges de la Vistule et même modernisation du zoo de Praga ont été payés majoritairement par Bruxelles ». La ville a touché plus de 4,5 milliards d'aides depuis 2004. Sur le doc. 5, on voit par ailleurs que depuis 2014, les fonds structurels communautaires ont représenté 56 % des investissements publics en Pologne avec pour principaux résultats : création de 151 000 emplois, amélioration de l'accès à l'eau et aux réseaux d'assainissement pour 2,4 millions de personnes, construction ou amélioration de 12 200 km de routes et accès au haut débit pour 9,1 millions de personnes.

4. Les aides baissent parce que la situation de la Pologne s'est améliorée depuis le début des années 2010.

## Parcours 2



## Bilan du parcours 1 ou 2

La Pologne est un pays d'Europe orientale qui a connu le socialisme jusqu'à 1989. Pays industriel et agricole très en retard par rapport aux pays d'Europe de l'Ouest dans les années 1990, son entrée dans l'Europe lui a permis de progresser fortement. L'accès aux marchés de l'Ouest, notamment pour les travailleurs, et surtout à ses investissements (de nombreuses sociétés allemandes notamment délocalisent vers la Pologne) est un fort moteur de croissance.

La Pologne est également la cible de nombreuses aides européennes. Pour la période 2014-2020, elle est la pre-

mière destinataire de ces aides avec 86,1 milliards. Les domaines les plus importants sont l'environnement, la R&D, l'énergie et les transports. La ville de Varsovie est transformée par les aides européennes : deuxième ligne de métro, nouveaux tramways, bus électriques, assainissement des eaux usées, pistes cyclables, espaces verts, rénovation des palais, théâtres et musées, aménagements des berges de la Vistule et même modernisation du zoo de Praga.

Ces aides ont pour objectif de moderniser le pays et de permettre à tous ses habitants d'accéder à des standards de niveau de vie plus proches de ceux de la moyenne européenne.

## Le schéma bilan du chapitre

## L'UNION EUROPÉENNE DANS LA MONDIALISATION : DES DYNAMIQUES COMPLEXES

La puissance de l'UE et ses limites	Un espace plus ou moins ouvert sur le monde	La politique régionale européenne
<b>Un pôle majeur de la mondialisation</b> <b>Puissance économique</b> 2 <sup>e</sup> puissance économique, 1 <sup>re</sup> puissance commerciale (15 % des échanges mondiaux hors UE, 1/3 total) <b>Puissance diplomatique</b> Membre de l'OMC et FMI, du G7 et du G20 <b>Diffusion des valeurs</b> Droits de l'homme, développement durable, bonne gouvernance	<b>Des profils nationaux différenciés</b> <b>Nord-Ouest</b> Espace le plus riche et le plus développé, moteur de l'UE <b>Sud</b> Difficultés économiques, très touché par la crise de 2008 <b>Europe centrale et orientale</b> Développement plus faible mais forte progression économique	<b>Entre cohésion et compétitivité</b> <b>Objectif de cohésion</b> Réduire les écarts de richesse et de développement entre régions <b>Outils</b> Soutien à la construction de transports, à la reconversion et modernisation des structures économiques, sanitaires et éducatives, développement durable <b>Objectif de compétitivité</b> Recherche, innovation, technologie de l'information
<b>Un haut degré d'intégration</b> <b>Le système politique</b> Favorable à l'intégration. Instances supranationales : Parlement et Commission <b>Politiques communes</b> PAC, euro, espace Schengen, réseau de transports européen <b>Relations étroites entre États</b> commerce intracommunautaire : 64 % du commerce de l'UE, Marché unique, espace de libre circulation des citoyens	<b>Centres et périphéries de l'UE</b> <b>Métropoles européennes</b> Paris, Milan, Francfort <b>« Dorsale européenne »</b> Mégapole de la mer du Nord au Nord de l'Italie, riche en clusters et en réseaux de transport <b>Périphéries</b> Régions rurales, espaces ultra-marins, PECO	<b>Le deuxième budget communautaire</b> <b>Part dans le budget de l'UE</b> 32% <b>Financement</b> Fonds structurels : FEDER, FSE, Fond de cohésion <b>Bénéficiaires</b> Régions les plus pauvres
<b>Les limites de la puissance de l'UE</b> <b>économiques</b> Affaiblissement par rapport aux États-Unis et à la Chine <b>diplomatiques</b> Division fréquente sur les questions internationales, PESC limitée <b>de cohésion</b> Brexit, partis europhobes...	<b>Les inégalités intranationales</b> <b>Métropolisation forte</b> Développement des régions-capitales <b>Anciennes régions industrialisées</b> en crise à l'Est, en restructuration à l'Ouest <b>Zones rurales isolées</b> Population vieillissante et en baisse, parfois montagne, enclavement. Déclin des activités économiques	<b>Des effets territoriaux contrastés</b> <b>Une politique visible</b> Milliers de projets à l'incidence réelle sur la vie des citoyens <b>Effets positifs</b> PECO, Irlande, Espagne : décollage économique et construction d'infrastructures <b>Disparités territoriales</b> Inégalités persistantes

## Organiser sa réponse à une question problématisée p. 212

1. Mondialisation : processus d'accroissement des échanges internationaux et d'accentuation de l'interdépendance entre les territoires.

Union européenne : association d'États européens coopérant en matière économique, monétaire, politique.

2. « S'insérer dans la mondialisation » : être présent dans les grands flux de la mondialisation, en être un acteur important.

« Comment » : de quelle façon, selon quels processus, selon quels indicateurs

3. De quelles façons l'UE et ses membres sont-ils présents dans les grands flux de la mondialisation et en sont-ils des acteurs importants ?

4. Les cours 1 et 2.

5 Plan A : il permet de réfléchir à différentes échelles.

6. L'UE représente un tiers du commerce mondial.

7. L'Union européenne, association d'États européens coopérant activement dans les domaines économique et monétaire notamment, est un pôle majeur des grands flux de la mondialisation.

8. et 9. De quelle façon l'UE et ses membres sont-ils présents dans ces flux et en sont-ils des acteurs importants ?

Si l'Europe est bien un pôle majeur de la mondialisation, il y a des limites à son insertion et ses régions sont inégalement insérées.

10. L'UE est donc bien un pôle majeur de la mondialisation, notamment par sa domination sur le commerce mondial. Il existe néanmoins des limites à son intégration, économiques ainsi que diplomatiques. Enfin, on peut noter que toutes les régions ne sont pas également insérées dans la mondialisation : la « dorsale européenne » en est en effet un élément essentiel tandis que les périphéries rurales sont largement en retrait. Ces inégalités sont une limite à l'intégration.

11. De plus, l'UE connaît des difficultés. La sortie du Royaume-Uni fragilise sa cohésion et réduit son importance dans le commerce mondial.

## Transposer un texte en croquis p. 213

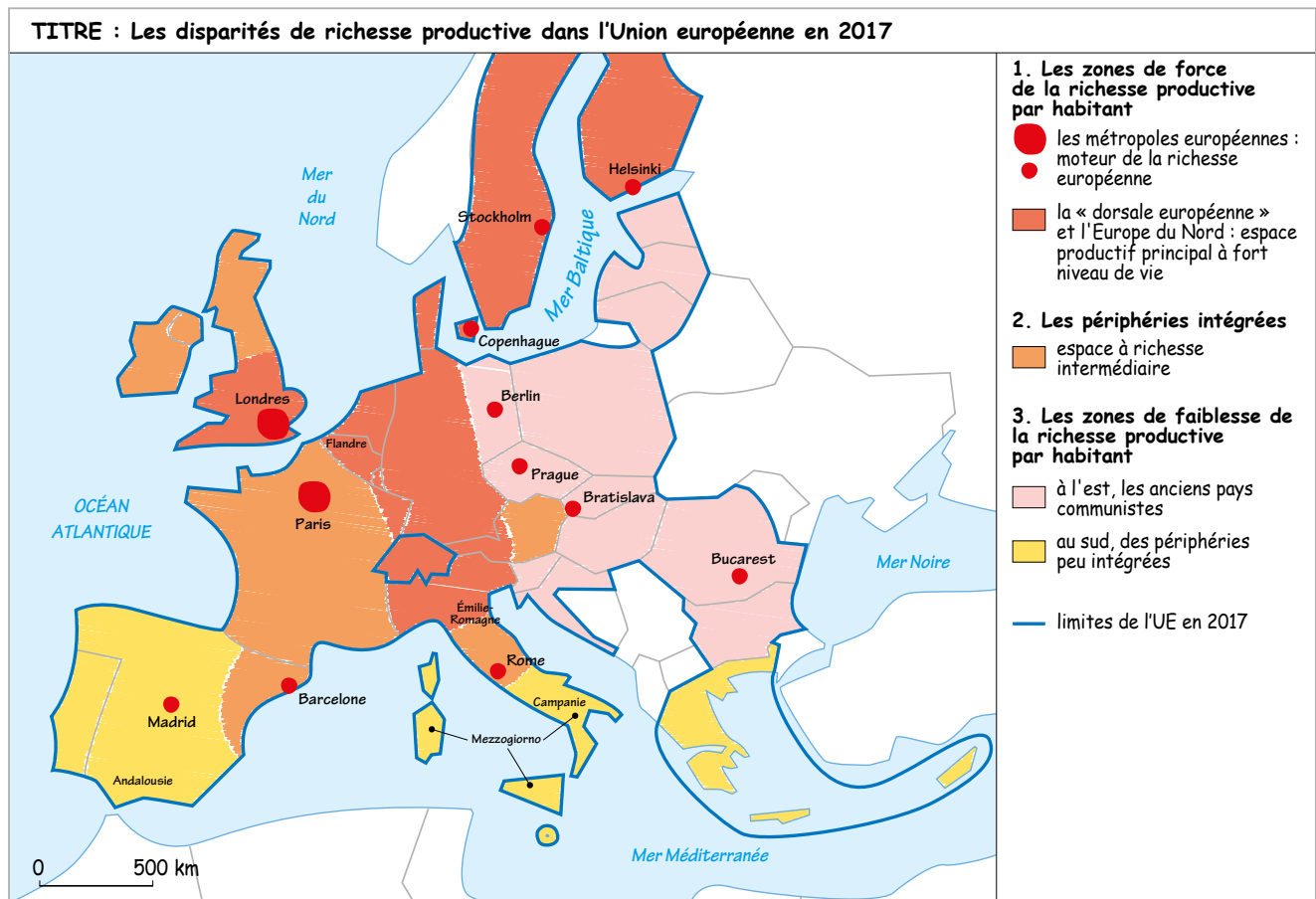
1. Disparités : différences, inégalités.

Richesse productive : le PIB/habitant.

Union européenne : association d'États européens coopérant activement dans les domaines économique et monétaire notamment.

3. Le texte est antérieur à la sortie du Royaume-Uni de l'UE (2020).





## Confronter deux documents p. 214

### 1. Éléments de force :

- « le poids d'un bloc puissant » ;
- présence d'institutions dédiées qui défendent les intérêts de l'UE : Cour européenne de justice par exemple ;
- des valeurs communes comme l'attachement « au commerce entre les nations ».

### Éléments de faiblesse :

- les effets négatifs de la mondialisation : « développement des inégalités, secteurs économiques laminés » ;
- une certaine division entre les membres : « concurrence déloyale ou peu maîtrisée » entre les membres ;

### Facteurs externes :

- une mondialisation qui exacerbe les concurrences avec les États.

### Facteurs internes :

- un électorat « eurosceptique qui, ici et là, a donné sa confiance, quelquefois à plus de 50 %, à des formations protestaires » ;
- des États parfois peu enclins à laisser une partie de leur souveraineté : « on entre là dans des domaines plus "intrusifs", qui touchent à la vie politique, économique et sociale » ;
- un fonctionnement parfois complexe des institutions : par exemple les accords commerciaux de 2013 avec Singapour « devront être validés non seulement par le

Conseil et le Parlement de Strasbourg, mais aussi par les parlementaires des États membres ».

### 2. Les valeurs de l'Europe sur lesquelles s'appuie cette politique sont :

- accords commerciaux pour ouvrir les marchés et établir des conditions de concurrence équitable ;
- aide au développement à toutes les échelles ;
- mesures d'aides aux travailleurs dans les États membres.

Les politiques régionales sont présentes à toutes les échelles : échelle européenne (budget des fonds ESI et FEM), nationale (aide au développement, aides aux travailleurs, dépenses d'infrastructures...) et au niveau local (ex : pôle d'innovation et incubateurs d'entreprises).

La politique régionale propose des investissements importants à la fois de compétitivité (mise à disposition d'infrastructures modernes, politiques des pôles d'entreprise, réseaux logistiques terrestres et maritimes) et de cohésion (enseignement et formation) pour l'échelle régionale par exemple.

### 3. L'UE est susceptible d'infléchir le cours de la mondialisation car elle représente un bloc important à la fois de pays, d'habitants et de richesse. Elle pourrait en « humaniser » le cours.

Il s'agit bien seulement d'un infléchissement et non d'un changement radical de posture car ses politiques visent seulement à en limiter les excès par des aides au

développement par exemple, alors que la plupart des politiques visent à améliorer la compétitivité des territoires européens dans le contexte de la mondialisation (ex : politiques des pôles d'entreprises – les *clusters* – à l'échelle régionale). Une des valeurs fondamentales de l'UE est par ailleurs la défense de la liberté du commerce et de « conditions de concurrence équitables ».

## Analyser un document p. 215

1. Les principaux termes du sujet et de la consigne sont :

- forces et faiblesses : quels sont les éléments de puissance et ce qui les limite ?
- cohésion de l'UE : ce qui fait l'unité de l'UE, ce qui la présente comme un seul bloc face au reste du monde ;
- l'attitude de la Pologne : le comportement du gouvernement polonais face à l'UE ;
- révélatrice des forces et faiblesses de la cohésion de l'UE : en quoi cette attitude permet-elle de passer à l'échelle de l'UE ?

6.

	Informations tirées du document : la Pologne face à l'UE	Connaissances pour mettre en perspective les informations du document
1. Forces de la cohésion de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>– fort taux d'adhésion à l'UE (88 % des Polonais)</li> <li>– la Pologne a besoin de l'UE pour son développement économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– citoyenneté européenne protectrice et source de droits pour les Européens</li> <li>– des institutions protectrices qui mettent en œuvre des politiques de façon concertée avec les États</li> <li>– amélioration de la situation économique des PECO après leur entrée dans l'UE</li> <li>– un système d'aide aux citoyens, aux entreprises et aux territoires en coopération avec les autorités locales qui aide au développement et à la redistribution des richesses en Europe à toutes les échelles</li> </ul>
2. Faiblesses de la cohésion de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- parti europhobe au pouvoir (PiS)</li> <li>- la Pologne mène sa propre politique étrangère (groupe de Visegrad)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– de nombreux partis europhobes qui blâment l'UE pour les problèmes que peut rencontrer leur pays selon eux (ex : le RN en France)</li> <li>– politique étrangère, armée, fiscalité : des « trous » dans les politiques communes qui affaiblissent l'Europe ; division sur certains sujets qui l'affaiblissent aux yeux du monde</li> <li>– un fonctionnement qui apparaît complexe aux yeux des citoyens et donne l'impression d'un fonctionnement très vertical, « descendant », des politiques européennes</li> <li>– de grandes différences de richesse et de développement entre les régions européennes</li> </ul>

7. Exemple de paragraphe :

La faiblesse de la cohésion de l'UE a pour origine plusieurs facteurs. La montée récente des partis europhobes et de la thématique de l'euroscepticisme est en effet un problème majeur pour la poursuite de la construction européenne. En Pologne, par exemple, c'est un parti eurosceptique, le PiS, qui est au pouvoir. L'auteur du texte « juge l'UE responsable de la transformation ethnique et culturelle de la Pologne, et l'accuse d'étouffer

2. Il faut réfléchir à l'échelle nationale de la Pologne et à l'échelle de l'UE dans son ensemble.

3. Les domaines où se développent des différends entre la Pologne et l'UE sont, selon le gouvernement polonais, la « transformation ethnique et culturelle de la Pologne » et l'étouffement de « ses ambitions économiques ».

4. La Pologne est néanmoins « prisonnière d'un paradoxe » car « elle a besoin de l'UE pour son développement économique, mais a le sentiment qu'elle ne peut satisfaire ses ambitions ou rester fidèle à son identité que si elle suit le modèle européen. Cela l'a conduit à s'éloigner de l'Allemagne, son plus proche partenaire ».

5. La Pologne est entrée dans l'UE en 2004, dont elle est donc un membre récent. Par ailleurs, elle a vécu pendant toute la Guerre froide sous le joug de l'URSS. Elle a peut-être du mal aujourd'hui à se soumettre à des politiques communes émanant de l'UE, quand bien même elles sont issues de traités qu'elle a votés et ratifiés et qui lui sont favorables dans l'ensemble.

ses ambitions économiques ». Cette question se pose dans de nombreux pays. À la faveur parfois de difficultés économiques, les thématiques de droite extrême portées par de nombreux partis europhobes récoltent de nombreuses voix lors d'élections nationales ou européennes. En Hongrie par exemple, le Fidesz recueille 52,3 % des voix lors des élections européennes de 2019. Mais l'exemple le plus évident semble fourni par le vote du Brexit par les citoyens britanniques en 2016 qui s'est

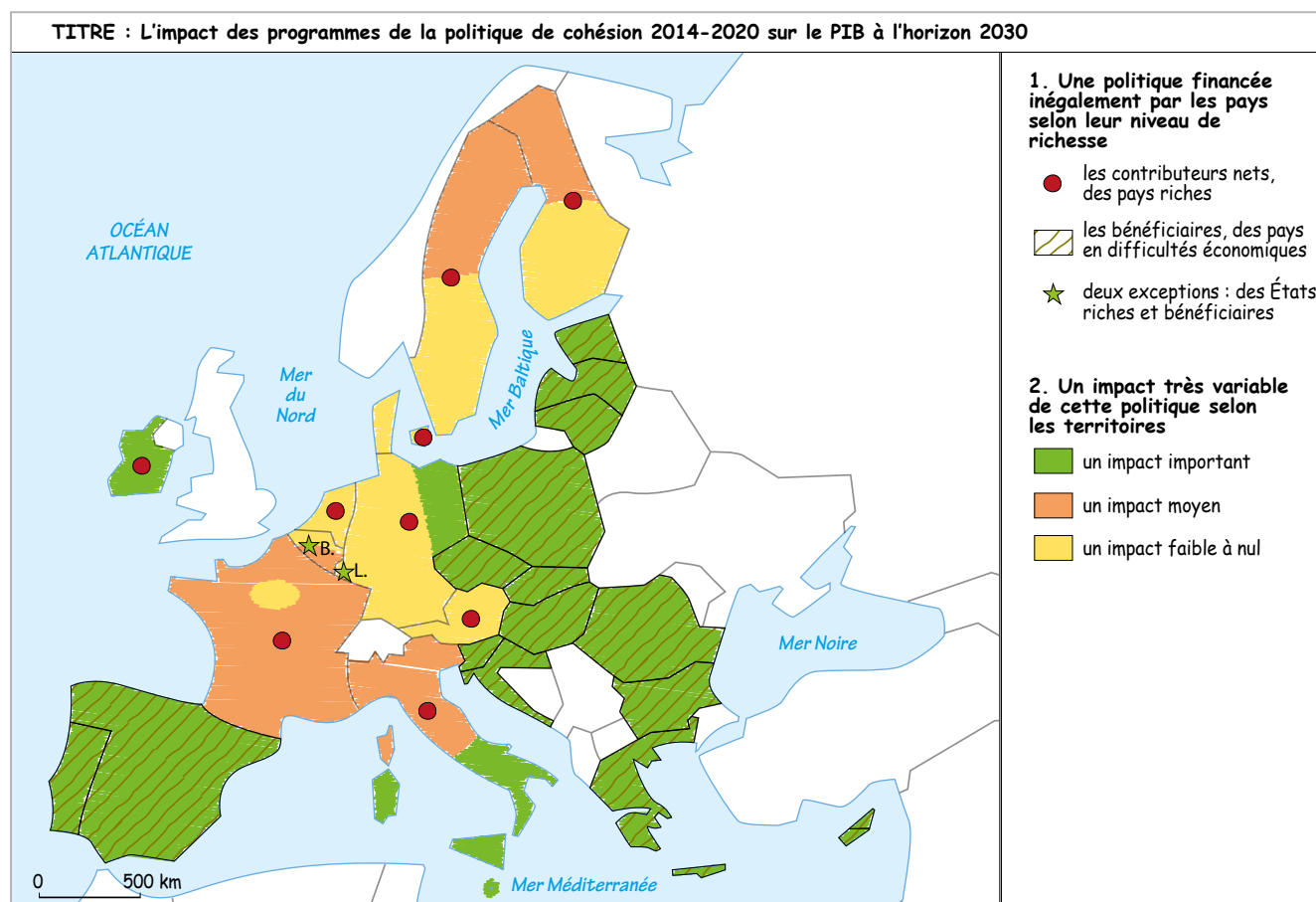
concrétisé par la sortie du Royaume-Uni de l'UE au début de l'année 2020, et qui a porté un grand coup à la puissance internationale de l'UE.

8. Le texte de P. Buras nous présente donc à travers l'exemple de la Pologne les forces et les faiblesses de la cohésion de l'UE. Un territoire majoritairement riche et des institutions qui servent ses citoyens en cherchant à redistribuer les richesses et réduire les inégalités de niveau de vie entre les territoires constituent une des

plus grandes forces de cohésion de l'UE. Néanmoins, les inégalités de développement, des politiques inachevées, un fonctionnement parfois complexe ont favorisé l'émergence d'un courant politique eurosceptique de plus en plus puissant, qui constitue une des principales faiblesses de la cohésion de l'UE. La gestion de la récente crise du Covid-19, où une entente entre les membres quant à la façon d'endiguer le virus semble difficile, montre une fois de plus la faiblesse de cette cohésion.

## pp. 216-217 Bac Blanc

### Transposer un texte en croquis p. 216



### Question problématisée p. 216

**Sujet 1 : Pourquoi l'UE est-elle une puissance réelle mais limitée dans la mondialisation ?**

Proposition de plan :

- I. Une puissance réelle dans la mondialisation
  - a. Une puissance économique de premier ordre
  - b. Une puissance qui participe à la gouvernance mondiale
  - c. Un modèle de valeurs à suivre ?
- II. Les limites d'une puissance
  - a. Un poids qui s'affaiblit
  - b. Une puissance diplomatique et militaire trop faible
  - c. Une intégration insuffisante

**Sujet 2 : Pourquoi peut-on dire que les espaces européens sont diversement insérés dans la mondialisation ?**

Proposition de plan :

- I. Centre et périphéries à l'échelle européenne
  - a. Les métropoles européennes
  - b. La dorsale européenne
  - c. Les périphéries
- II. Des profils nationaux variés
  - a. Les pays du Nord et de l'Ouest
  - b. Les pays du Sud
  - c. Les PECO

### III. Des inégalités à l'échelle nationale

- a. Entre les villes-capitales et les anciennes régions industrielles
- b. Entre les villes et les zones rurales
- c. Au sein des villes, entre les quartiers centraux et les zones périphériques des villes

#### Sujet 3 : En quoi les politiques de cohésion servent-elles à adapter l'espace européen à la mondialisation ?

Proposition de plan :

#### I. De fortes inégalités dans l'intégration à la mondialisation

- a. Les espaces moteurs : les villes, la dorsale européenne
- b. Les espaces peu intégrés : les zones rurales, les zones industrielles en reconversion et le Sud et l'Est de l'Europe

#### II. Des politiques de compétitivité qui servent à adapter l'UE à la mondialisation mais qui ont des limites

- a. Des actions ciblées dans des domaines porteurs : nouvelles technologies, R&D...
- b. Des actions qui renforcent parfois les inégalités territoriales au sein d'un même territoire ou de l'UE

### III. Les politiques de cohésion, nécessaires mais limitées

- a. Un des objectifs initiaux de l'UE, des secteurs vitaux pour les populations : transport, éducation...
- b. Des effets territoriaux mesurables mais limités

#### Confronter deux documents p. 217

Analyse du sujet : La puissance évalue la place d'un territoire dans le monde, son influence. On distingue traditionnellement le *hard power* du *soft power*.

L'étude des « limites » implique à la fois d'étudier quelles sont ces limites mais aussi d'où elles viennent.

La présence de deux documents indique qu'il va falloir soit montrer en quoi ils sont complémentaires, soit en quoi ils s'opposent.

Le premier document est une carte qui recense les différentes missions de la PSDC européenne en 2020. La légende donne des indications chiffrées globales. La carte est mondiale mais on voit que seule une partie de l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique sont concernés.

Le deuxième document est un texte de J. Lastennet, intitulé « la diplomatie et la défense dans l'Union Européenne », paru le 12 décembre 2019 sur le site [touteurope.eu](http://touteurope.eu)

Éléments pour la rédaction :

	Informations issues des documents	Connaissances
<b>La puissance de l'UE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 6 missions/opérations militaires en 2020 pour la PSDC</li> <li>– 11 missions civiles</li> <li>– 2 continents : Europe, Afrique</li> <li>– objectifs : préserver la paix, prévenir les conflits, renforcer la sécurité internationale, soutenir l'État de droit, empêcher le trafic d'êtres humains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– une des premières puissances économique mondiale</li> <li>– des États aux armées très puissantes, certaines possèdent l'arme nucléaire (ex : France)</li> <li>– défense des valeurs européennes</li> <li>– un haut degré d'intégration qui permet des politiques communes.</li> </ul>
<b>Limites à cette puissance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– pas de missions en Amérique ou en Asie</li> <li>– la politique étrangère est aujourd'hui encore en grande partie une compétence nationale.</li> <li>– concurrences entre États (ex : Allemagne, Italie, Suède qui veulent « accroître [leur] influence sur la scène internationale »)</li> <li>– certains États puissants ne veulent pas partager cette puissance (ex : France qui siège au Conseil de sécurité de l'ONU)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– difficultés d'entente entre pays sur des sujets dits « régaliens » (ex : fiscalité)</li> <li>– baisse du niveau de puissance de l'UE avec la sortie du Royaume-Uni de l'UE</li> <li>– concurrence de la Chine de plus en plus importante.</li> <li>– crise interne : partis europhobes, perte de confiance des Européens en l'UE : comment organiser une défense commune dans ces conditions ?</li> </ul>

#### Éléments de la conclusion

Il s'agit dans un premier temps de revenir sur les grandes idées développées dans le devoir :

– la puissance européenne sur la scène internationale est bel et bien réelle et repose sur la puissance économique ;

– mais la construction européenne est encore limitée en termes de politique étrangère, laquelle suscite nombre de résistances de la part des États membres.

Pour l'ouverture, revenir sur les divisions dans la gestion de la crise du Covid-19 peut être une idée puisqu'il faut avoir développé la sortie du Royaume-Uni dans le développement.